



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIO

Semaine du 21 Mars 2023

## ❖ Régional

**Des tarifs de l'eau en forte hausse en Afrique de l'Est, où 1 personne sur 5 ne disposerait pas suffisamment d'eau potable**

Un récent communiqué de presse d'Oxfam, indique que près de 33,5 millions de personnes au Kenya, Ethiopie et Somalie (soit 1 personne sur 5) ne disposerait pas assez d'eau potable, conséquence de 5 saisons consécutives sans pluie. Ce chiffre devrait encore augmenter alors que les prévisions de pluviométrie s'avèrent négatives pour la 6ème à venir. Selon l'ONG, dans certaines régions d'Ethiopie, du nord du Kenya et de la Somalie, le prix de l'eau aurait augmenté jusqu'à +400 % depuis janvier 2021, rendant le bien inaccessible pour une majorité de la population qui souffre déjà d'insécurité alimentaire aigüe (22,7 millions de personnes seraient en situation de crise – IPC3). En Somalie par exemple, dans la région de Bay, les prix de l'eau ont doublé en moins de deux ans passant de 43,9 USD/baril de 200 litres en Janvier 2021 à 98,3 USD/baril en octobre 2022. C'est dans ce contexte que s'est tenue cette semaine la Conférence des Nations Unies sur l'Eau à New York, au cours de laquelle la FAO a notamment appelé à la mise en œuvre de mécanismes de

financement innovants afin de lutter contre la fréquence et la gravité croissantes des épisodes de sécheresse.

## ❖ Burundi

**Un poliovirus dérivé d'un vaccin détecté**

Les autorités sanitaires du Burundi et de la République démocratique du Congo (RDC) ont détecté des cas de poliovirus dérivé d'un vaccin, a déclaré l'OMS. Ces détectations sont importantes car ce sont les premières liées à l'utilisation d'un nouveau vaccin - contre la polio de type 2 (nOPV2) - qui avait été développé spécifiquement pour réduire ce risque. Le Burundi, avec le soutien de l'OMS, prévoit de mener une campagne de vaccination contre la polio dans les semaines à venir pour tous les enfants éligibles de moins de sept ans.

## ❖ Comores

**Lancement officiel du projet d'aide à l'inclusion financière de la Banque Mondiale doté de 20 MUSD**

Le 16 mars se tenait la réunion de lancement du projet PADSIF, dont l'objectif est de soutenir le secteur bancaire comorien, notamment en stimulant l'inclusion financière. Il entend soutenir les objectifs définis par la Banque Centrale des Comores (BCC) d'atteindre un taux de bancarisation de 70% dans 5 ans, contre 22% actuellement. Ce plan est financé par la Banque Mondiale sous forme de prêt et de subvention à hauteur de 20 MUSD.

## 🍷 Djibouti

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Erythrée

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Ethiopie

**Suppression du prix plafond instauré par le gouvernement éthiopien sur le blé**

Le gouvernement éthiopien a supprimé les plafonds de prix imposés aux ventes de blé. En effet, dans le cadre du lancement des exportations de blé de l'Éthiopie, le gouvernement avait émis une directive qui obligeait les agriculteurs à céder un quintal de leur récolte pour le prix de 3200 ETB (bien plus faible que le prix du marché local) aux coopératives gouvernementales. Cette directive visait à rendre le blé éthiopien plus compétitif sur le marché international. Néanmoins, cette mesure qui ne prend pas en compte l'inflation galopante (essence et

engrais), a encouragé les agriculteurs à vendre leurs récoltes en contrebande et entraîné une pénurie sur le marché. Conséquence de cette pénurie, le prix du quintal de *teff* (céréale qui compose traditionnellement la galette d'injera) a augmenté (de 5500 – 6000 ETB en février à 9 500 ETB, soit une hausse de +58%). L'inflation générale de février 2023 s'élève actuellement à 32,0%, tandis que l'inflation alimentaire au niveau national a grimpé à 36,2% avec des taux d'inflation non alimentaires de 31,5%.

**Estimation du coût de la reconstruction des suites du conflit au Tigré**

Le ministre des finances éthiopien a évalué à 20 Mds USD le coût de la reconstruction dans les zones touchées par le conflit au nord du pays, ce qui équivaut à 18% du PIB éthiopien en 2022. Il s'agirait d'une estimation basse selon le ministre, la somme de 28 Mds USD ayant été également avancée. Les services de base (électricité, télécoms, services bancaires) sont en cours de rétablissement dans le nord du pays. L'effort de reprise des services publics est soutenu par les bailleurs notamment l'AFD qui s'est engagée, lors de la visite de la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna, en Ethiopie en janvier 2023, à mettre en œuvre un projet de réhabilitation d'infrastructures électriques dans le nord du pays pour un coût total de 10 MEUR.

## 🍷 Kenya

**Kenya Power renonce à son projet de facturer ses clients en dollars et peine**

## à assurer la fiabilité des services d'accès à l'électricité

L'autorité de régulation de l'énergie et du pétrole (Epra) s'est opposée à ce que *Kenya Power* facture ses clients en dollars. Pour l'Epra, cela équivaldrait à une double compensation pour les pertes de change, puisque *Kenya Power* est actuellement compensée chaque mois pour les fluctuations de la monnaie forte par le biais de la surtaxe de change. L'ajustement de la fluctuation des devises est ainsi passé de 0,73 KES/kWh en août de l'année dernière à 1,85 KES/kWh en février, soulignant l'impact de l'affaiblissement du shilling. La compagnie continuera donc à facturer en shillings, mais négociera avec les gros consommateurs qui souhaitent payer leurs factures en dollars, sur une base individuelle, afin de reconstituer ses réserves de change. Pour rappel, la compagnie est confrontée à une pénurie de devises et à des taux de change élevés (qui ont franchi la barre des 145 la semaine dernière), qui pèsent sur ses emprunts libellés en dollars. Confrontée à une situation financière difficile, *Kenya Power* est par ailleurs critiquée pour les délais de rétablissement du courant lors de coupures d'électricité. Selon un récent rapport de l'Epra, *Kenya Power* met plus de 8 heures en moyenne pour reconnecter ses consommateurs. Novembre 2022 a été le pire mois des deux dernières années, avec des coupures qui ont duré près de 10,6 heures en moyenne. Ces coupures prolongées sont essentiellement dues à la détérioration et au vieillissement des lignes de transmission et de distribution du réseau kényan.

Un projet de loi déposé à l'Assemblée pour permettre au Trésor la

## privatisation d'entreprises sans l'approbation du Parlement

Le Cabinet a approuvé mardi la *Privatisation Bill 2023*, qui donne au Trésor national le pouvoir de privatiser les entreprises publiques sans l'approbation du Parlement. Selon le Cabinet, la vente d'entités publiques non stratégiques et non performantes contribuera à améliorer la modernisation des infrastructures et la prestation de services, tout en réduisant les contributions gouvernementales. Parmi les entités identifiées pour de futures privatisations figurent la *Kenya Pipeline Company*, *Kenya Ports Authority*, *Kenya Tourist Development Corporation*, *Consolidated Bank*, *Development Bank of Kenya*. La *Privatisation Bill* doit toujours être votée par le Parlement avant son entrée en vigueur. Si elle est adoptée, elle abrogera le *Privatisation Act* de 2005 qui requiert, lorsque des privatisations sont envisagées, du Ministre des Finances, de présenter un rapport approuvé par le Cabinet devant la commission compétence du Parlement.

## Madagascar

Un financement additionnel de 100 MUSD de la Banque mondiale pour le projet de développement durable du secteur routier

La Banque mondiale a approuvé le 8 mars dernier un financement additionnel de 100 MUSD au bénéfice du projet de développement durable du secteur routier (PDDR) à Madagascar. Un financement initial de 200 MUSD avait été approuvé en mi-2021 pour ce projet, qui s'est vu réduit de 100 MUSD suite à la réaffectation de ce

montant au titre de la composante contingente d'intervention d'urgence (CERC), déclenchée après le passage de plusieurs cyclones à Madagascar en janvier et février 2022. Le financement additionnel de 100 MUSD permet de reconstituer la structure de financement initiale autour de deux composantes : i) les travaux d'entretien et de maintenance d'un réseau routier long de 1 200 km pour 180 MUSD et ii) l'assistance technique visant la mise en œuvre des réformes dans le secteur des transports pour 20 MUSD.

## 🍷 Maurice

*Pas de brève cette semaine*

## 🍷 Ouganda

**Les compagnies aériennes se plaignent de coûts d'exploitations élevés**

Le 10 mars 2023 l'Autorité ougandaise de l'aviation civile (UCAA) a reçu en audition publique des compagnies aériennes opérant en Ouganda. Certaines d'entre elles ont souligné les coûts d'exploitation élevés auxquelles elles font face dans le pays, notamment s'agissant du carburant : les compagnies paient 2,4 USD/L de gazole en Ouganda contre 1,8 USD au Kenya. Par ailleurs, le mauvais état des aérodromes régionaux et la faible demande intérieure limitent la croissance du transport aérien en Ouganda. Ces difficultés ont déjà été identifiées par les autorités ougandaises qui, dans leur troisième plan national de développement (NDP III), valable pour la période 2020/2021-2024/2025, ont inscrit

plusieurs projets structurants dans le secteur des infrastructures aéroportuaires (extension de l'aéroport d'Entebbe, construction d'un nouvel aéroport international à Hoima/Kabaale, développement de cinq aéroports régionaux (Arua, Gulu, Pakuba, Kidepo and Kasese)). Ainsi, le NDP III a fixé un objectif de croissance annuelle moyenne entre les années fiscales 2020/21 et 2024/25 de 10,0 % pour le trafic aérien de passagers internationaux et domestiques, permettant de soutenir la filière touristique, et de 13,5 % pour le fret, non atteints en 2020/21.

## 🍷 Rwanda

**L'économie du Rwanda a progressé de + 8,2 % en 2022**

L'économie du Rwanda connu une croissance de +8,2 % en 2022 pour atteindre 13 716 milliards de franc rwandais (12,7 Mds USD), contre 10 930 Mds RWF (10,07 Mds USD) en 2021. Dans le détail, la croissance a été de +7,9 % au premier trimestre, +7,5 % au deuxième trimestre, +10 % au troisième trimestre et +7,3 % au quatrième trimestre. La croissance a été principalement portée par le secteur des services, qui a contribué à hauteur de 47 % au PIB total, suivi par l'agriculture (25 %) et l'industrie (21%). Dans le secteur des services, les services d'hôtellerie et de restauration ont augmenté de +87 %, les activités de transport de +22 %, les services de technologie et de communication de +20 %, l'éducation de +17 %, et le tourisme de +14 %. Dans le secteur industriel, la production a augmenté grâce à une hausse de +15 % dans le secteur minier et +11 %

dans l'industrie manufacturière. La croissance du secteur agricole a diminué de -1% en raison notamment de conditions météorologiques défavorables tout au long de l'année.

## 🍷 Seychelles

L'archipel obtient un financement du fonds climatique de l'OPEP de 20 MUSD

Le Fonds de l'OPEP a annoncé l'approbation d'un prêt de 20 MUSD au bénéfice du gouvernement seychellois, visant le renforcement de sa lutte contre le changement climatique à travers des politiques de promotion d'une croissance inclusive et durable. Les mesures à mettre en œuvre comprennent des réformes en matière d'aménagement du territoire, de protection des consommateurs et de réglementation de la pêche. Ce prêt est une composante d'un financement climatique global de 320 MUSD qui a également bénéficié à la Colombie (150 MUSD), l'Inde (100 MUSD) et l'Arménie (50 MUSD).

## 🍷 Somalie

Selon le FMI, la Somalie devrait pouvoir bénéficier d'un allègement total de sa dette d'ici la fin de l'année

La semaine dernière, le FMI a déclaré que la Somalie progressait vers la réalisation des conditions préalables au point d'achèvement de l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTe), notamment en

termes d'amélioration des recettes fiscales et de transparence budgétaire. La Somalie rejoindrait ainsi la liste des pays ayant bénéficié d'un allègement total de leur dette au titre de l'initiative, aux côtés du Burundi, du Rwanda, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de l'Éthiopie, parmi 31 autres pays. Pour rappel, la Somalie bénéficie de l'initiative PPTe depuis mars 2020, qui lui a permis de réduire son stock de dette à 3,7 Mds USD contre 5,2 Mds USD en décembre 2018. En outre, en juillet dernier, la Somalie a reçu un don de 100 Mds USD de la Banque mondiale pour l'aider à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour atteindre le point d'achèvement de l'initiative - condition préalable à un allègement total de sa dette à 557 MUSD, soit environ 10 % de son produit intérieur brut.

## 🍷 Soudan

Poursuite de la baisse de l'inflation

Selon le « Central Bureau of Statistics », le taux d'inflation en glissement annuel pour le mois de février s'est élevé à 63 % comparé à 83 % au mois de janvier. Le taux d'inflation dans les zones urbaines est légèrement supérieur à ce chiffre, soit 70 %. Malgré la baisse de l'inflation et la stabilité du taux de change, les grèves exigeant de nouvelles revalorisations salariales se poursuivent, même si le nouveau budget 2023 prévoit une amélioration des salaires publics, incluant une augmentation du salaire minimum de 37 000 SDG à un maximum de 80 000 SDG (soit environ 130 USD).

## 🌐 Soudan du Sud

### Inauguration du système de distribution d'eau à Djouba

Le Président Kiir a inauguré jeudi 16 mars 2023 le nouveau système de distribution d'eau de Djouba. Il est prévu que ce dernier, qui augmentera la capacité de distribution d'eau de 7 200 m<sup>3</sup> à 18 000 m<sup>3</sup>, bénéficie à un tiers de la population de Djouba de manière quotidienne, alors que la majorité des habitants de la ville s'approvisionne actuellement avec l'eau non traitée du Nil. La construction de ce système de distribution d'eau aurait dû débuter en 2013, mais avait été retardé par les années de conflits dans le pays (et par la décision du gouvernement japonais d'évacuer ses ingénieurs), puis par la pandémie de Covid-19. Ce projet, dont le coût s'élève à 47,8 MUSD, est financé par une subvention du gouvernement japonais mise en œuvre par l'Agence Internationale de Coopération Japonaise (JICA). Le gouvernement japonais avait déjà livré l'année dernière le *Freedom Bridge*, aidant à décongestionner la circulation le long du Nil.

## 🌐 Tanzanie

Perspectives budgétaires pour 2023/2024 : le gouvernement a l'intention d'augmenter les salaires des fonctionnaires et d'augmenter le montant consacré au service de la dette

Le 13 mars 2023, le ministre des Finances et de la Planification, Mwigulu Nchemba, a présenté aux membres du Parlement une proposition de Plan de développement national et le cadre budgétaire pour 2023/2024. Ce dernier a déclaré que le gouvernement souhaitait collecter et dépenser 18,9 Mds USD au cours de l'exercice à venir soit une augmentation de 7 % par rapport au budget de l'exercice en cours (17,7 Mds USD, juillet 2022/juin 2023). Selon les perspectives budgétaires, 4,7 Mds USD seraient consacrés aux salaires des fonctionnaires ainsi qu'aux promotions et aux nouveaux emplois (contre 4,2 Mds USD budgétisés pour l'exercice en cours) ; le budget récurrent comprendrait 5,5 Mds USD pour le service de la dette publique (soit une augmentation de 12,9 % par rapport à 2022/2023). Quant aux dépenses de développement, elles n'augmenteraient que très faiblement, autour d'1 % (6,5 Mds USD en 2023/2024). Selon le ministre, cette faible augmentation du budget de développement est conforme au plan à long terme du gouvernement pour la période 2011/12 à 2025/26, qui exige que les dépenses de développement représentent environ 30 à 40 % du budget total. Le gouvernement a déclaré que le rythme des investissements dans les mégaprojets tels que la construction du Standard Gauge Railways (SGR) et le barrage hydroélectrique Julius Nyerere, seraient maintenus.

## CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de

France à Kigali : Quentin DUSSART

[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

Madagascar, Comores, Maurice,  
Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) /  
[Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

[julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

[suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr)

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)